

LES TROIS SŒURS ET LE SOCIOLOGUE

Notes ethnographiques sur la mobilité sociale dans une fratrie d'enfants d'immigrés algériens

[Stéphane Beaud](#)

Réseau Canopé | [« Idées économiques et sociales »](#)

2014/1 N° 175 | pages 36 à 48

ISSN 2257-5111

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2014-1-page-36.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Réseau Canopé.

© Réseau Canopé. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les trois sœurs et le sociologue

Notes ethnographiques sur la mobilité sociale dans une fratrie d'enfants d'immigrés algériens

Contribuant à éclairer les conditions sociologiques et historiques de la mobilité intergénérationnelle des enfants d'origine populaire et immigrée, cette enquête ethnographique met en exergue l'importance cruciale des conditions de socialisation et de ses multiples déclinaisons selon le genre, le lieu de résidence, la place dans la fratrie, l'accumulation progressive de ressources familiales, le contexte historique et politique, etc. À cela s'ajoutent les aléas de la vie, les moments de transitions et de tensions, ainsi que la rencontre décisive de « passeurs culturels ».

Stéphane Beaud,
professeur de
sociologie à l'ENS Paris

Juin 2012. On célèbre les trente ans de la mission locale de Montville, commune de la banlieue rouge parisienne. J'y suis invité comme sociologue, ayant travaillé sur ces questions d'insertion professionnelle des jeunes de milieu populaire et je suis supposé connaître (un peu) les missions locales, leur fonction et leur histoire [1, 2]. Au moment de quitter la salle, trois jeunes femmes – trois sœurs en réalité – m'attendent ; elles souhaitent discuter avec moi. C'est l'aînée qui entame la discussion. Elle tient à me « féliciter » pour ma prise de parole. J'ai rappelé à l'assistance ¹ l'ancienneté (et donc la banalité) de la présence des familles maghrébines en France [3, 4, 5] et insisté sur la différenciation de ce groupe social : l'émergence récente en son sein d'une « classe moyenne » (souvent invisible) coexiste aujourd'hui

avec le maintien de l'existence de jeunes désaffiliés, très visibles, eux, dans l'espace public – la « minorité du pire », pour parler comme Elias [6] – dont la majorité du groupe tente de se démarquer. C'est aussi l'occasion pour moi de revenir dans le débat sur la spécificité du point de vue sociologique, de contester le thème des « excuses sociologiques » qui fait florès dans une certaine gauche, d'examiner plus en détail les conditions sociales de la moindre réussite des garçons « dans les quartiers » et des attitudes déviantes que certains d'entre eux adoptent. Je saurais, après coup, que mes propos ont beaucoup parlé à Samira, la sœur aînée, car elle y a reconnu les traits caractéristiques de l'histoire de sa fratrie ².

Cette rencontre marque le démarrage d'un travail d'enquête (actuellement en cours) que je souhaite ici

¹ Assez nombreuse (une centaine de personnes) et composite : des élus, des personnels (anciens et nouveaux) de la mission locale, des membres de la municipalité, des « jeunes » engagés dans la vie associative et des jeunes de cité invités par des conseillers de la mission locale, leurs parents aussi...

² Dans cette courte interaction, Samira tient d'abord à se démarquer des discours qui « montent les Français les uns contre les autres » et, dans le même mouvement, entend proclamer ce qu'elle appelle son « amour de la France », son amour de la langue française et tout ce qu'elle « doit à ce pays ». Les deux autres sœurs, qui travaillent « dans le social » et ont fait de la sociologie lors de leurs études supérieures, acquiescent. C'est ce qu'on appelle un « bon contact », des numéros de téléphone portable sont échangés. Un mois plus tard, l'enquête démarre. Je commence par faire des entretiens avec chacune des trois sœurs. Dix-huit mois plus tard, j'ai réalisé dans cette famille des entretiens approfondis et souvent répétés avec tous les membres de la fratrie (dix avec Samira, alliée de l'enquête, qui incite gentiment ses frères et sœurs à répondre au sociologue) et j'ai été invité chez leurs parents en juin 2013.

présenter. Même s'il s'agit de résultats fragmentaires, cette étude de cas a pour vertu de donner à voir dans le détail, sur les quarante dernières années, le destin d'une fratrie de huit enfants d'une famille algérienne, tous en ascension sociale. La mobilité intergénérationnelle ascendante dans les familles maghrébines en France sur la période 1970-2010 est un résultat avéré par les (rares) enquêtes quantitatives disponibles, mais il reste peu perçu dans l'espace public. La « fait-diversisation » (selon G. Noiriel) de la société et la dramatisation de l'information (Kahled Kelkal en 1995, Zacarias Moussaoui en 2001, Mohamed Merah en 2012) contribuent fortement à masquer ce processus social décisif, certes moins spectaculaire. Bien évidemment, cette enquête ethnographique ne prétend pas à des résultats généraux ; elle permet cependant, nous semble-t-il, de mieux saisir, par l'intermédiaire de trajectoires genrées et contextualisées dans le temps au sein d'une même fratrie, des éléments de compréhension sur la mobilité sociale – intra- et intergénérationnelle – qu'une enquête statistique sur la mobilité sociale peut rarement distinguer. Le suivi détaillé des parcours – scolaires, professionnels, matrimoniaux, résidentiels... – des membres d'une même fratrie (seize ans séparent l'aînée de la benjamine) invite aussi à rompre avec un certain discours politique républicain méritocratique, souvent tenu à propos de ce qui a été appelé l'intégration progressive des immigrés via la mobilité sociale par l'école. Les écarts de réussite scolaire et de statuts sociaux qui existent dans cette fratrie – au détriment des garçons d'abord – renvoient sans conteste à la dégradation des conditions d'existence des classes populaires et à l'affaiblissement de leurs formes d'encadrement (social et politique) dans les cités depuis quinze à vingt ans. Ils autorisent en retour à poser ici la question des conditions sociales et historiques de possibilité de la mobilité sociale – c'est-à-dire les facteurs facilitant ou bloquant le type de parcours mythifiés qu'incarnent ici les filles aînées.

La famille B. ou la dernière vague de l'immigration algérienne dans la France des « Trente Glorieuses »

La famille B. est assez exemplaire du troisième âge de l'immigration algérienne en France [7] : celle de

l'après-guerre d'indépendance (1962), où des fils de paysans (*fellahs*) algériens, ne trouvant pas d'emploi stable en Algérie ou tentés par le rêve de l'émigration (*Elghorba*) dans l'ancienne métropole, ont quitté leur pays d'origine, libéré du joug colonial, pour vendre leur force de travail aux entreprises de l'industrie française.

Le père de la famille B., né en 1942, a grandi dans une famille de petits paysans très pauvres habitant un village reculé de l'Ouest algérien, dans la région de Mascara. Il est allé par intermittence à l'école primaire, quand il n'était pas pris par les travaux à la campagne ni mobilisé dans la lutte au jour le jour pour la survie économique de sa famille³. Il est venu pour la première fois en France en 1961 à Strasbourg, pour effectuer son service militaire et a été rappelé quelques mois plus tard, lors de l'indépendance de l'Algérie. Il s'est alors engagé dans l'armée algérienne pendant quatre ans, puis a enchaîné les petits boulots dans la région de Mostaganem. Ces expériences de travail s'avèrent peu concluantes et dans la mesure où, à la fin des années 1960, le flux d'émigration vers la France reprenait à un rythme élevé, le projet d'un départ pour l'Hexagone a progressivement fait son chemin. Après son mariage (1969) et la naissance de son premier enfant (1970), il décroche un visa de travail en France. Il vient alors travailler à Lyon (où habite une cousine originaire comme lui de Mascara), y reste deux ans environ avant de rejoindre Poitiers où habite sa belle-sœur (la sœur de sa femme). Il y vit de petits boulots dans le BTP, peine à obtenir un logement, fait des allers-retours fréquents entre Mostaganem et Poitiers. Bref, une vie dure, au jour le jour, dans la solitude des foyers d'immigrés, une « vie d'immigré », qu'il a d'ailleurs très peu racontée à ses propres enfants. Il fait donc pendant six ou sept ans la navette entre la France et l'Algérie, s'efforçant chaque été, au moment des congés payés, de revoir sa famille restée en Algérie, (celle-ci, s'est progressivement agrandie avec la naissance de deux autres enfants : Leïla en 1973, Rachid en 1975).

M^{me} B., née en 1952, âgée de dix ans de moins que son mari, est née et a grandi à Mostaganem : elle a pu poursuivre ses études jusqu'au collège, cessant sa scolarité à la fin de la quatrième. Comme elle est en partie le produit du système scolaire français (l'en-

³ Si son manque de maîtrise de la langue écrite (arabe comme française) le désigne peu ou prou comme « analphabète », il n'en apparaît pas moins aujourd'hui aux yeux de tous ses enfants comme une figure rayonnante par sa sagesse, son humanisme et sa capacité à tirer des leçons de la vie à l'aide de quelques proverbes bien choisis. Il est défini par ses filles comme le « philosophe », celui qui se plaît à s'exprimer le plus souvent par dictons populaires (dans le dialecte de sa langue natale), contes ou aphorismes.

seignement en Algérie est arabisé à partir de 1969), elle comprend bien le français, le parle très correctement, non sans en retirer d'ailleurs une certaine fierté. Lors d'un long entretien chez elle (juin 2013), un an après le début de l'enquête, elle me raconte – pour la première fois, à son fils aîné qui assiste, assez médusé, à cette scène – comment elle a été « adoptée ⁴ » à l'âge de quatre ans par une voisine de ses parents : celle-ci « travaillait chez les colons », avait déjà deux enfants, « sans homme à la maison ». M^{me} B., élevée comme enfant unique par cette femme (qu'elle a considérée longtemps comme sa « vraie » mère) a pu, de ce fait, être scolarisée dans de bonnes conditions, poursuivre des études au collège, ce qui était loin d'être la norme pour des femmes de sa génération dans l'Algérie des années 1960. Sa vie change, son destin finit même par basculer lorsque sa mère « adoptive » décède brutalement – elle a alors 14 ans – puisqu'elle doit alors regagner aussitôt le domicile familial, vivre avec ses parents, qu'elle connaît mal et avec lesquels elle n'a pas eu de véritable relation affective. Elle découvre alors la rudesse de son père qui, très vite, décide de lui faire arrêter ses études pour lui trouver des occupations matérielles, en attendant de la marier.

Elle se marie à 17 ans avec monsieur B., tout en gardant en elle un profond sentiment d'injustice et d'amertume qui la conduira, par la suite, à ne pas « tout » accepter, pour reconquérir avec l'âge une meilleure position dans son couple. Lors des premières années de leur vie de ménage, avec la naissance de leurs premiers enfants, elle se consacre en Algérie à ses tâches de mère de famille, mais ne supporte pas la séparation et l'attente permanente du retour de son mari. Assez vite, elle demande à son mari de les « emmener en France ». Elle confie durant l'entretien qu'elle sent bien qu'il s'habitue à cette situation et n'en est pas si mécontent, que l'éloignement lui offre aussi quelques avantages (l'indépendance onze mois sur douze, des comptes à ne rendre à personne, etc.). Ce dernier reste sourd à ses demandes et prétexte la situation difficile du logement en France ; elle raconte

qu'elle a longuement « bataillé » avec lui, chaque été, pour l'inciter à sauter le pas. C'est à la naissance de leur troisième enfant (Rachid) qu'elle accentue fortement la pression sur son époux, le menaçant même de divorcer (et, du coup, de lui faire une mauvaise réputation), de telle sorte que son mari finit par céder. Il accepte de faire venir en France toute la famille dans le cadre des politiques de regroupement, puis se met en quête d'un logement HLM. Il trouve un F4. La famille débarque en France à la fin de l'été 1997, dans une banlieue d'une grande ville du centre de la France, où vit déjà une petite colonie de Mostaganem.

La famille B. s'installe dans un vaste appartement et s'élargit ensuite en France avec l'arrivée, à un rythme régulier, de cinq enfants (deux frères en 1979 et 1981, les trois dernières sœurs en 1983, 1984 et 1986). La fratrie est aussi divisée entre d'une part, les trois aînés nés en Algérie (ils sont de nationalité algérienne et devront faire une demande de « réintégration dans la nationalité française » à leur majorité ; ce sera le cas des deux sœurs aînées, pas du garçon qui reste encore aujourd'hui fidèle à son passeport algérien ⁵) et, d'autre part, les cinq derniers, nés en France, automatiquement de nationalité française. L'agrandissement de la fratrie en France pèse lourdement sur la vie de la famille : il faut se serrer dans les chambres et faire face aux multiples contraintes matérielles que suppose une famille nombreuse. Ceci se fait objectivement au détriment des deux sœurs aînées qui, bon gré mal gré, doivent endosser vers dix/douze ans le rôle de secondes mères, cumulant leur « métier d'élève » et les multiples tâches domestiques.

Samira, la fille aînée, n'en parle pas spontanément lors des deux premiers entretiens tant elle a intériorisé ce rôle mais, lorsque je la relance sur cette question, elle ose avouer à quel point cette expérience des maternités nombreuses de sa mère en France l'a marquée et meurtrie. Lorsqu'elle a 16 ans, en pleine adolescence, l'annonce par sa mère d'une nouvelle naissance (la huitième) lui fait soudain pousser un cri du cœur : « Mais, à ce moment-là, moi, je lui ai dit : Fais-toi

⁴ Devant l'incompréhension de son fils qui découvre ainsi un pan méconnu de l'enfance de sa mère, cette dernière relativise son cas (« Ça se faisait souvent à l'époque ») et explique les raisons de cette pratique coutumière dans certains milieux populaires algériens : des parents dans le besoin assumant avec difficulté la charge d'une famille nombreuse « donnaient » en quelque sorte (de manière tacite, avec un accord verbal des deux parties) un de leurs enfants à des voisins qui pouvaient mieux les élever. Ce qui allégeait aussi la charge matérielle qui pesait sur les parents biologiques.

⁵ Ce rapport différencié à la nationalité ne se comprend qu'à partir des trajectoires scolaires et professionnelles des trois aînées. Les filles bachelières mesurent, dès le lycée, l'importance d'avoir la nationalité française pour espérer devenir un jour institutrice ou infirmière. C'est au lycée qu'elles vont faire leur demande de naturalisation, Samira étant fortement poussée à le faire par une amie lycéenne marocaine (les Marocains ayant moins de scrupules que les Algériens à « prendre la nationalité française »). Le garçon aîné, tôt déscolarisé, n'a, à 18 ans, aucune perspective d'emploi stable, n'a pas non plus véritablement besoin des « papiers français » pour occuper des petits boulots. En outre, comme il a été entre 16 et 21 ans dans la période déviante et souvent excessive de sa jeunesse l'objet de pratiques policières violentes (« tabassages » en garde à vue), la perspective de devenir Français ne le faisait pas rêver...

TABLEAU 1. Destins sociaux comparés des huit frères et sœurs de la fratrie

	Samira	Leïla	Rachid	Azzedine	Mounir	Dalila	Amel	Nadia
Année de naissance	1970 (Algérie)	1973 (Algérie)	1975 (Algérie)	1979 (France)	1981 (France)	1983 (France)	1984 (France)	1986 (France)
Diplômes	Bac ES (1989), diplôme d'infirmière (1992), master 2 ingénierie formation (2012)	Bac ES (1992), DUT carrières sociales, maîtrise sc. de l'éducation (1997), master 2 ingénierie insertion (2004)	Arrêt des études en fin de 5 ^e	BEP industrie	Bac pro	Bac STT (2002), diplôme d'infirmière (2010)	Bac STT (2003), Deug sc. humaines (2006), diplôme assistante sociale (2010)	Bac L (2005), Deug sociologie, licence professionnelle ressources humaines (2008)
Carrière professionnelle	Infirmière (1992-2000), cadre infirmier (2001-2012)	Bureau Information jeunesse (1997), mission locale (cadre depuis 2008)	Petits boulots, vendeur (commerce), responsable vente depuis 2010, formation éducateur PJJ	Chauffeur de bus (RATP) depuis 2006	Intérimaire (ouvrier), vendeur, VRP, licencié économique en mai 2013	Aide-soignante (2004-2008), infirmière depuis 2010	Assistante sociale, aide sociale à l'enfance (Seine-Saint-Denis) depuis sept. 2010	Employée dans une SSE (démission), conseillère Pôle emploi depuis 2010
Trajectoire matrimoniale	1 ^{er} mariage (1992), 2 nd mariage (2004), mari d'origine algérienne, cadre commercial. Deux filles (2006 et 2008)	Mariage religieux (2012), mari d'origine algérienne, ouvrier militant CGT. 1 ^{er} enfant (Yassine, 2013)	Vit avec une « Française », employée. 5 enfants de 3 unions successives	Célibataire avec moments de mise en couple (2012-2013) à Paris	Marié, femme « française », fille d'ouvrier EDF et CGT. Un enfant	Mariage (2011), mari d'origine algérienne, conseiller Pôle emploi. 1 ^{er} enfant (2012)	Célibataire	Mariage religieux (2012), mari d'origine algérienne, détective privé. 1 ^{er} enfant en 2013
Lieu de résidence	Loue un F4 à Paris, 18 ^e	F3 proche banlieue parisienne	Loue une maison, 3 km de chez ses parents	Studio banlieue nord, 18 ^e	Loue un appartement, quartier proche de ses parents	Appartement résidence privée, Montpellier	Studio à Paris, 15 ^e	Studio à Paris, 18 ^e

avorter ! Moi, je n'en peux plus ! Je n'en peux plus ! C'est horrible, quand j'y pense, de dire ça à sa propre mère... » Ce n'est pas sans remords qu'elle se souvient avec précision de cette scène – et de son audace d'alors qui s'explique si l'on sait à quel point l'absence de maîtrise de sa fécondité du couple parental « retombait » *in fine* et de manière très concrète sur elle, à un moment où elle aspirait à être un peu moins rivée à la maison et déchargée de l'éducation de ses petits frères et sœurs. Ce n'est pas du tout fortuit si les deux sœurs aînées de la fratrie vont différer le plus possible leur premier âge à la maternité (36 ans pour Samira, 40 ans pour Leïla), souhaitant souffler et profiter elles aussi de leur jeunesse. En effet, elles ont vécu une partie de leur adolescence « dans les couches » (pour reprendre une de leurs expressions) et eu le sentiment très tôt d'avoir déjà été, très largement, « mères ».

La réussite scolaire des filles, l'échec relatif des garçons

La différence garçons/filles dans la fratrie est cruciale : elle apparaît d'abord nettement dans la dualité des carrières scolaires. Les cinq filles ont toutes obtenu le baccalauréat (bac ES pour les deux aînées et la benjamine, bac STT pour les 3^e et 4^e), puis un diplôme de type bac + 3 (diplôme d'infirmière, licence sciences de l'éducation, licence professionnelle), en empruntant les voies classiques de la promotion des enfants de milieu populaire lorsqu'ils accèdent à l'enseignement supérieur, à savoir les écoles spécialisées (IFSI), les IUT et/ou l'université⁶.

Samira, la sœur aînée, a effectué un parcours scolaire particulièrement remarquable. Elle est d'abord scolarisée en Algérie, où elle effectue une très bonne année de cours préparatoire. Mais elle

⁶ Voir notamment les travaux de Romuald Bodin, Cédric Hugrée et Sophie Orange.

subit à 7 ans le choc de l'émigration, du déracinement, en venant habiter en France (« dans mon souvenir, tout était gris en arrivant ici »), où elle doit reprendre l'école à zéro (elle ne parle pas un mot de français). Elle surmonte vite cette épreuve, apprend rapidement la langue française, devient une très bonne élève dès le CP⁷. Elle garde aujourd'hui encore un souvenir ébloui de l'école d'alors, une image enchantée de ses maîtresses et de certains de ses enseignants de collègue, qu'elle s'efforce de revoir de temps en temps aujourd'hui. Première de cordée dans la fratrie, jugée par sa sœur cadette Leïla comme « sérieuse », « studieuse », c'est elle qui va tracer la voie d'ascension scolaire dans la famille. Elle va non seulement donner l'exemple (par ses bulletins impeccables et son sens du devoir scolaire) à ses frères et sœurs, mais elle suivra aussi – de très près – leur scolarité en surveillant leur travail (leurs copies, leurs bulletins...), en allant voir les enseignants dès que nécessaire, en intervenant personnellement au moment des orientations décisives (fin de 3^e), notamment pour éviter à tout prix le passage en lycée professionnel : ce destin-là constitue, pour elle, l'antichambre du chômage et des « problèmes ».

Depuis son arrivée en France, Samira dévore les livres, fréquente assidûment les bibliothèques (celle de l'école et celle de la ville) : elle se transforme aussi en une ardente prosélyte de la lecture au sein de la fratrie. Par exemple, à chaque début de grandes vacances, elle donne à lire à ses frères et sœurs des romans en leur demandant de rédiger une fiche de lecture avec, à la clé comme récompense, une petite somme d'argent⁸. Elle va développer, dit-elle, une « passion pour la langue française » qui aurait dû la mener vers une carrière de professeure de lettres si elle avait pu entrer à l'université (ses parents ne lui laisseront pas ce choix, elle fera des études supérieures courtes, ce sera l'école d'infirmières « du coin »). Lorsqu'elle est au collège, c'est Samira qui, par exemple, vient aider ses copines de classe, habitant en pavillons, à faire leurs devoirs de français. En se rendant chez ces « Français », comme elle dit, elle découvre, assez ébahie, les intérieurs cossus de

ces maisons. Lors du premier entretien, elle évoque un souvenir marquant : l'une de ses amies de collègue possède, outre une chambre individuelle, un piano. Dans sa famille, elle va jouer continûment un rôle de soutien scolaire puis de passeur culturel, entraînant dans son sillage scolaire à la fois sa sœur la plus proche (Leïla) et ses sœurs cadettes qui, malgré quelques embûches, accéderont toutes au bac général ou technologique.

Les trois garçons, situés entre les deux groupes de filles de la famille, conviennent tous de la valeur d'exemple – souvent très inébranlable – du destin scolaire de leur sœur aînée, ainsi que de son soutien constant. Mais ceci ne suffira pas à contrebalancer la double influence, négative sur le plan scolaire, de leur éducation familiale (la grande liberté accordée aux garçons par la mère) et du « quartier » : la force du groupe des pairs, les sollicitations nombreuses du groupe des copains, en bas des bâtiments, contredisent tous les efforts pour renverser leur destin de classe. En effet, la forme classique de sociabilité des garçons de cité des années 1980-1990 – les « petites bandes » ou les duos ou trios d'amis inséparables – les attire comme un aimant vers l'extérieur de la maison. Cette forte sociabilité de quartier, conjugée aux « privilèges » éducatifs dont ils jouissent à la maison, va les priver de l'acquisition d'un minimum d'ascèse scolaire et de discipline temporelle, conditions nécessaires à la réussite scolaire. Comme la majorité des garçons de ce quartier (classé très tôt en ZEP puis en ZUS), aucun des garçons de la fratrie n'a pu entrer au lycée général ou obtenir un bac général. Seul Azzedine, le second, est parvenu à décrocher un bac professionnel. Rachid, l'aîné, après une scolarité chaotique, s'est arrêté avant la fin du collège et vivra ensuite quelques années de forte turbulence qui le conduiront, à 21 ans, derrière les barreaux de la prison pour vol à main armée. Mounir, le dernier, a arrêté ses études en dernière année de bac pro pour entrer à 18 ans sur le marché du travail, en intérim.

Cette forte disparité des parcours scolaires entre garçons et filles dans la fratrie ne fait que retraduire un mode de socialisation fortement sexué dans la famille, particulièrement au sein du groupe des aînés.

⁷ Son père a toujours été en ce domaine extrêmement encourageant – en paroles – mais c'est sa mère, du fait de sa maîtrise du français qui sera très présente, elle, en actes : vérification des absences, suivi des devoirs, lecture des bulletins, rencontre des enseignants et, plus tard, présence au conseil de classe, etc.

⁸ L'anecdote des « livres à lire » pendant les vacances me sera racontée par chacune de ses sœurs de manière à illustrer la force de ce travail d'enveloppement culturel continu de leur aînée, force ressentie tout au long de leur jeunesse. Une fois adultes, ce lien tissé entre sœurs ne faiblira pas. Les « trois sœurs » vont souvent voir des expositions, des spectacles théâtraux ou musicaux à Paris, et assistent à des débats intellectuels (souvent à l'Institut du monde arabe).

Les deux aînées se sont consacrées toute leur enfance à leurs études et au travail domestique⁹. Samira, la sœur aînée, a été longtemps recluse à la maison (« moi, c'était uniquement école/maison ») ; elle évoquera à plusieurs reprises dans nos entretiens la peur panique qui était la sienne dans son enfance, à l'idée de sortir seule « dehors », sans but précis, librement, comme si toute échappée hors du domicile familial ne pouvait être gratuite¹⁰. À l'opposé, Leïla, sa cadette de trois ans, affirme avoir vite mesuré, à partir de l'observation de ce que vivait et endurait sa sœur aînée, le danger : cette forme de claustration, devenue plus ou moins « volontaire », à l'intérieur de la maison. Pour se protéger de ce risque, la deuxième sœur va patiemment mettre en place une véritable stratégie pour échapper à l'enfermement domestique : le plus tôt possible, vers la fin de l'école primaire, explorer le « dehors », bien sûr sous les formes permises et légitimes aux yeux de ses parents, à savoir un ensemble de pratiques sportives et ensuite à l'adolescence un travail dans l'animation (Bafa) dans le quartier¹¹.

Les filles diplômées en ascension sociale, les garçons malgré tout en emploi

Cet écart de diplômes entre garçons et filles s'est par la suite répercuté dans les positions professionnelles auxquelles ont accédé les divers membres de la fratrie. Les cinq sœurs ont toutes choisi des filières d'études supérieures pouvant leur assurer des débouchés professionnels stables, tout en veillant à choisir des secteurs d'emploi où prévaut un certain type d'intérêt général : dans la santé (Samira et Dalila seront infirmières) ou dans le travail social, au sens large du terme (Leïla dans un organisme d'insertion professionnelle, assistante sociale à l'Aide sociale à l'enfance pour la quatrième et Pôle emploi pour la dernière des filles). Les garçons, aux parcours scolaires raccourcis, ont connu des trajectoires professionnelles plus heurtées et chaotiques. Mais ce qui frappe, si l'on compare

avec des données statistiques nationales, c'est la très faible place occupée par le chômage dans les parcours des trois garçons, pourtant globalement peu diplômés. Ceci doit sans doute être mis en rapport avec leur mise au travail précoce, parallèlement à la poursuite de la scolarité de la plupart d'entre eux. Pour comprendre ce fait, qui vaut pour les huit enfants, il faut avoir à l'esprit l'omniprésence de la question du manque d'argent dans la famille B. Le fait est que, durant toute une partie de la vie familiale – quand le père a été mis en invalidité professionnelle et que la mère n'avait pas encore pris de travail comme femme de ménage en collègue, à savoir entre 1980 et 1995 –, les cordons de la bourse familiale étaient plus que serrés¹². Ils ont tous eu conscience que la seule solution était de se procurer de l'argent de poche par des petits boulots pour « survivre » et surtout, pendant l'adolescence, pour être habillés comme les autres.

Pour se faire un peu d'argent, Samira raconte : « Moi, je suis la seule à ne pas avoir fait de l'animation [...]. J'ai fait des ménages très tôt, du repassage... Je m'occupais des personnes âgées dans l'immeuble ou je gardais des enfants. » Leïla, puis Dalila et Amel, feront quant à elles de l'animation dans les centres sociaux de leur ville communiste. Les trois garçons, eux, ont expérimenté beaucoup plus tôt les marges du monde du travail en démarrant, au moment de l'entrée au collège, « sur les marchés ». Dès la 6^e (13/14 ans), Rachid allait rôder tôt le matin (dès 5 ou 6 heures) afin de se faire embaucher pour la demi-journée. Cette vie lui a d'emblée plu, il en aimait l'ambiance, la truculence des situations et des personnes, il y montrait aussi sa force de travail et sa bonne humeur et, en retour, il était reconnu pour son âpreté à la tâche, notamment par le boucher-charcutier qui l'embauchait régulièrement et qui appréciait ce « petit Arabe ». Les trois garçons vont ensuite tous commencer, au début de leur carrière professionnelle, par des boulots d'intérim à l'usine. Or, ces métiers étaient littéralement honnis par leur

⁹ Elles étaient aussi volontaires au travail et manifestaient un grand désir de réussite. Lors d'un entretien, très riche, réalisé en juin 2013 avec l'une de leurs institutrices – qui a été pour toutes les filles de la fratrie une sorte de mentor (à la retraite, elle habite toujours une résidence privée dans ce quartier HLM) –, celle-ci insiste sur le caractère incroyablement déterminé de la fille aînée : « Elle disait toujours : "Moi, je veux réussir" ».

¹⁰ À plus de 40 ans, vivant à Paris depuis vingt ans, elle explique que cette impression d'illégitimité à occuper l'espace public ne l'a jamais vraiment quittée. Elle se sent toujours un peu coupable d'arpenter seule la ville, notamment les beaux quartiers parisiens, comme si elle continuait de transgresser cette règle d'or édictée très tôt par ses parents.

¹¹ Ce qui va lui permettre d'entrer en contact avec la mouvance de l'encadrement des classes populaires dans cette ville de banlieue traditionnellement communiste.

¹² La famille B. était d'ailleurs suivie régulièrement par l'assistante sociale du secteur. Les parents n'ont jamais caché à leurs enfants leur manque d'argent. C'était une donnée que tous les enfants, notamment les aînés, avaient intégrée tôt et qui, aux yeux de leurs parents, devait les inciter à se porter au plus tôt sur le marché du travail informel qui subsistait pour de jeunes adolescents.

père – ouvrier sans qualification dans le BTP – qui n’a cessé de répéter à ses enfants qu’il était venu en France pour que ses propres enfants puissent, un jour, « travailler avec un stylo ». Cette expression, maintes fois entendue de sa bouche (et dite en arabe dialectal) par tous ses enfants, sonnait pour eux comme un mot d’ordre ou une exigence. Leïla, la deuxième fille, affirme l’avoir vu pleurer le jour où il a vu son fils aîné partir pour la première fois travailler comme ouvrier « sur un chantier ». Compte tenu à la fois du modèle de réussite professionnelle qu’avait en tête leur père et de l’ambiance de racisme ordinaire qui sévissait sur les chantiers, les trois fils vont tous s’efforcer de trouver des solutions pour s’éviter un avenir d’ouvrier. Rachid et Mounir ont bifurqué assez tôt vers le « commerce » : ils sont devenus « vendeurs » et ont, dans un premier temps, parfaitement réussi dans cette voie, gagnant très bien leur vie mais « flambant » leur argent aussi ¹³. Mounir raconte comment dans son métier de VRP, avec son copain Ali, un autre « rebeu » de la région nantaise, ils étaient utilisés comme « Arabes » pour pénétrer le marché des cités, « entrer dans les appartements » et vendre leurs produits (isolation thermique).

Azzedine, le second des frères, se différencie de ses deux autres frères. Il était le plus doté scolairement (un bac pro), mais il a connu une longue phase de mal-être entre 20 et 24 ans ¹⁴ qui d’une certaine manière le « plombra » au niveau professionnel. Le fait notable dans sa trajectoire est qu’il va en quelque sorte « se réveiller », au moment précis où il voit se profiler la perspective du RMI (25 ans). Il explique dans le détail, en entretien, que devenir RMISTe aurait alors signifié pour lui endosser le statut modal de beaucoup de ses voisins de quartier ou d’amis d’enfance, se transformer ainsi, à ses propres yeux, en un *loser*, sombrer dans un destin social auquel il a toujours voulu échapper depuis qu’il a une forme de conscience sociale. D’où, comme un réflexe de survie, l’appel au secours en direction de ses deux grandes sœurs de Paris qui vont aussitôt le soutenir,

le guider, l’orienter. Il s’installe chez Leïla à Paris, consulte à son travail la liste de tous les concours de niveau bac qu’il peut passer. Il arrête son choix sur celui de la RATP, écrit en vitesse une lettre de motivation. Sans le lui dire, Leïla repasse derrière, lui réécrit sa lettre et envoie à sa place son offre d’emploi à la RATP. Un coup de pouce décisif des sœurs, une fois de plus. Admis à passer des tests, il réussit les entretiens d’embauche, vient travailler à Paris et vit pour un temps chez Leïla, avant de trouver un petit appartement dans la proche banlieue nord de Paris.

On voit donc que l’absence de diplôme (ou la possession d’un petit diplôme) n’est pas nécessairement synonyme, chez les enfants d’immigrés maghrébins, de chômage prolongé ¹⁵. Les trois garçons de la fratrie n’ont certes pas la stabilité professionnelle de leurs sœurs ni les perspectives de carrière ascendante des deux aînées ¹⁶. Mais ils n’en sont pas moins parvenus à décrocher des emplois assez stables dans le secteur commercial (pour le premier et le troisième) et dans le secteur public pour le deuxième, devenu à 25 ans, chauffeur de bus à la RATP.

Notons enfin que ces différences cumulées de destins scolaires et professionnels ont des effets importants en termes de résidence géographique. Les filles, notamment les aînées, ont assez vite quitté leur région d’origine pour Paris et la banlieue parisienne (à 23 ans pour Samira et Leïla), où elles ont fait souche. Comme elles sont restées longtemps célibataires, elles ont fait venir progressivement dans la capitale leurs sœurs cadettes ¹⁷. Leurs appartements respectifs avaient la fonction d’une sorte de tête de pont en région parisienne ; leur localisation parisienne a joué un rôle majeur comme « centre de ressources » pour tout le reste de la famille. Les cadets y venaient se réfugier en période de doute ou de *blues*, y souffler et s’y réchauffer pour reprendre des forces et leur destin en main. À l’opposé, les deux frères les moins diplômés, Rachid et Mounir, ont longtemps habité tout près de leurs parents, dans le quartier HLM de leur enfance. Samira, quand elle parle de

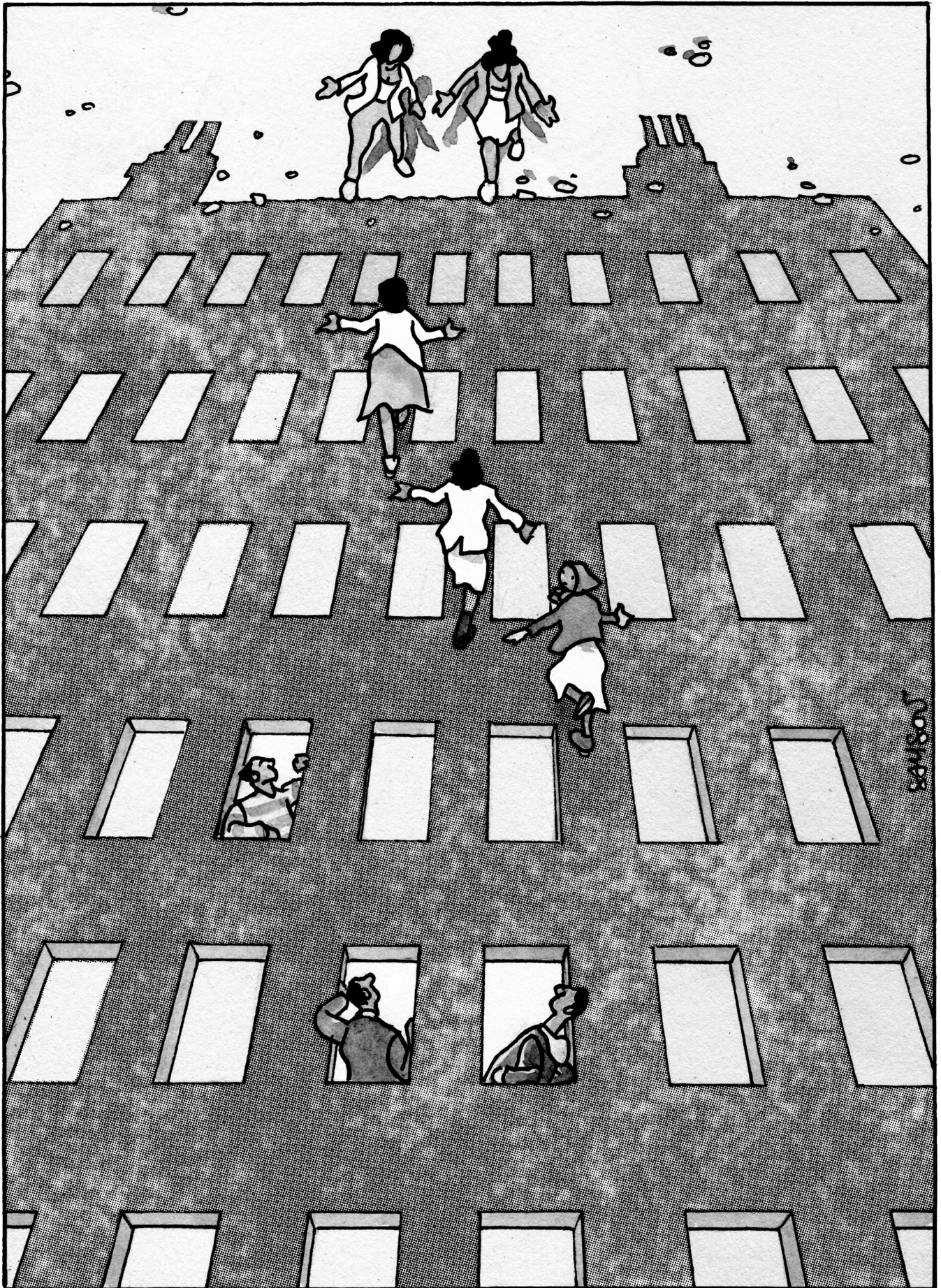
¹³ Ils achètent de grosses cylindrées, s’habillent avec des marques. Dans sa période faste sur le plan financier, quand Rachid part en Algérie en vacances, il emmène ses parents avec lui et les fait séjourner quelques jours dans des « palaces » en Espagne.

¹⁴ Il l’interprète aujourd’hui comme la conséquence directe de la mort au volant, en sortie de boîte de nuit de son meilleur ami (« c’était comme mon frère »), fils de commercial pavillonnaire, avec lequel il jouait au basket-ball au plus haut niveau régional. Ce drame l’a, selon lui, plongé dans une sorte de dépression « douce », un long moment de léthargie au cours duquel il s’est replié chez lui (chez ses parents), s’adonnant régulièrement à la consommation de cannabis.

¹⁵ Voir les travaux de J.P. Gehin et U. Palheta à partir de l’enquête « Générations » du Céreq [8].

¹⁶ Samira est devenue cadre infirmier à 31 ans, a décroché un Master 2 il y a un an, est en train de passer cadre supérieur en hôpital. Leïla est aussi en train d’accéder à un statut de « cadre » dans sa structure.

¹⁷ Amel a par exemple habité six ans chez Leïla, entre 2006 et 2012.



© Pierre Samson

son frère Rachid (« sensible », « écorché vif »), dont elle s'est beaucoup occupée¹⁸, analyse très bien le besoin qu'il ressent de rester proche géographiquement de ses parents : « Il a besoin d'être rassuré par leur présence, il passe voir les parents tous les jours ». Beau cas d'inversion sexuée des rôles des enfants en milieu populaire puisque, en règle générale, ce sont les filles qui restent proches géographiquement de leurs parents et sont assignées à s'occuper d'eux pour leurs vieux jours.

Le cas d'Azzedine (né en 1979), situé dans la fratrie entre les deux frères, mérite examen. Nous avons fait ensemble trois longs et passionnants entretiens qui ont tous tourné autour des multiples contradictions de sa position « d'Arabe à Paris ». D'abord comme chauffeur de bus à la RATP, où il vit le plus souvent de manière très difficile sa situation d'entre-deux, d'un côté, le monde viril et anti-immigrés de bon nombre, dit-il, de militants CGT de son dépôt et, de l'autre, des collègues « barbus » qui sont tout entier dans la religion, souvent dans l'ostentation de leur pratique et dans la « provocation » et qui, en outre, veulent toujours l'embarquer dans ces histoires qui ne le concernent guère. Ensuite, comme résident néo-banlieusard qui découvre les us et coutumes d'une cité du 93 et qui, après avoir noué des relations amicales avec certains, s'est progressivement éloigné et démarqué de ce milieu ; en effet les « jeunes hittistes¹⁹ » du coin le méprisent d'aller travailler et d'aller courber l'échine au boulot. Au fur et à mesure des rebuffades des uns et des autres, il se découvre en région parisienne comme un « Arabe provincial » (l'expression est de lui) et est parfois tenté par un retour dans sa chère province.

La différence générationnelle au sein de la branche féminine de la fratrie

La différence entre garçons et filles, dès le premier entretien avec Samira, est apparue comme d'une évidence criante mais, au fil des entretiens ultérieurs avec chacune des sœurs, la différence générationnelle

au sein de la branche féminine a aussi attiré mon attention. Elle s'explique d'abord par l'écart d'âge objectif qui les sépare – seize ans entre l'aînée et la benjamine. Mais elle est surtout accentuée par les différences des contextes sociaux dans lesquelles les deux fractions de la fratrie féminine ont grandi et par des modes de socialisation très contrastés.

Les deux aînées ont grandi dans la banlieue populaire des années 1975-1990, à un moment où différents processus sociaux ont modifié en profondeur le rapport à l'avenir de ces enfants d'immigrés et la manière dont ils ont alors perçu le monde. En premier lieu, la fin du giscardisme sécuritaire, l'arrivée de la gauche au pouvoir (1981) et la Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme (1983) se traduisent par la stabilisation des immigrés algériens en France (la carte de résidence de dix ans, 1984), la fin du « mythe de retour » pour cette communauté [9] et le sentiment qu'un avenir s'ouvre dans ce pays pour cette génération (qui sera baptisée dans la presse « génération des Beurs »). Le premier septennat Mitterrand a clairement incarné une rupture pour les immigrés algériens et, même en l'absence de l'instauration du droit de vote pour les étrangers, une autre image de la France pour leurs enfants, notamment face à l'émergence en 1983-1984 du Front national²⁰. La peur du lendemain, l'appréhension des autorités, la crainte des administrations et de la police ont sans nul doute reculé pour les immigrés algériens. À leur manière, Samira et Leïla sont les héritières de la génération des Beurs (elles avaient 13 et 10 ans au moment de la Marche et n'en ont qu'un vague souvenir). Elles ont grandi et se sont construites dans cette sorte de parenthèse – un moment de desserrement de l'état qui enserait jusque-là le destin des immigrés algériens –, au cours de laquelle les enfants d'immigrés algériens sont parvenus [10] à conquérir de « haute lutte » un droit de cité, à se faire reconnaître comme des citoyens légitimes dans un pays qui avait longtemps refusé d'officialiser leur existence collective. On

¹⁸ Par exemple, elle raconte comment la première fois où Rachid s'est, à 16 ans, « saoulé à mort », il n'a pas osé rentrer chez ses parents. Son copain de beuverie est parvenu à le conduire jusqu'à la chambre de foyer de sa sœur à l'IFSI, situé à 60 km de l'appartement familial. Ce qui a alors fortement marqué Samira, c'est que, « dans un sale état », Rachid a pu lui avouer les raisons de ses tourments personnels : « Il me répétait sans cesse : "Papa m'a jamais aimé... Il m'aime pas..." » Une autre fois, alertée par ses parents, elle ira le chercher – au retour du ski, le genou dans le plâtre – en urgence, à Toulon, au commissariat de police pour son affaire de braquage de commerçant.

¹⁹ En jargon algérois, ceux qui, chômeurs permanents, « tiennent les murs » de la ville.

²⁰ Dans le cadre d'une enquête au long cours, combinant entretiens approfondis et archives, que nous effectuons sur l'histoire sociale des enfants d'immigrés algériens (centrée notamment sur les années 1980), le moment de l'élection de Mitterrand en mai 1981 apparaît comme un événement très important – un moment de joie et surtout d'intense soulagement – dans les familles algériennes de nos enquêtés. Moment où l'on sable le champagne (ou ce qui en est le substitut), où les enfants d'immigrés menacés d'expulsion se sentent autorisés à sortir de la semi-clandestinité dans laquelle ils vivaient...

pourrait ainsi dire qu'elles ont bénéficié du climat de tolérance qui a duré quelques années après la Marche de 1983. D'autre part, en matière de conditions de vie et de logement, cette période correspond à un moment où, jusqu'au début des années 1980, les quartiers d'habitat social (HLM) conservent malgré tout une certaine mixité sociale : les ouvriers français et les petites classes moyennes n'ont pas encore quitté (ou « fui ») les lieux ; les groupes de copains ou copines dans lesquels grandissent les enfants d'immigrés restent encore composites (Français, Algériens, Portugais, Espagnols). Les cités des années 1980 ne sont pas totalement enclavées : des associations sont présentes et actives, les militants communistes font encore le travail dans la ville des sœurs B., des « militants de cité » [11] apparaissent, les contacts avec des adultes sont fréquents.

Si l'univers dans lequel ils grandissent alors est souvent marqué par la pauvreté matérielle et d'autres privations, le monde qui les entoure reste encore structuré par les valeurs communautaires propres aux milieux populaires, comme l'importance de l'effort au travail. Si la séparation entre « nous » (la cité, les jeunes des quartiers) et « eux » (les « bourgeois », les riches) existe bien dans les têtes, elle n'est pas totale ni infranchissable, à cette époque-là : il existe des passerelles, des passeurs d'un monde à l'autre, tout particulièrement pour les élèves jugés « méritants ». Dans ce cadre où la bipartition « eux/nous » n'est pas exclusive des rencontres avec d'autres segments de la société française, où la ségrégation urbaine n'est pas encore trop prononcée, il n'est pas sans intérêt de remarquer la diversité des goûts musicaux de cette génération qui n'est pas encore marquée par le rap (celui-ci ne se diffusant largement en France qu'à la fin des années 1980). Samira et Leïla ont par conséquent grandi dans un quartier HLM qui n'était pas encore un quartier d'immigrés : par exemple, à l'école primaire, les « petits Arabes » sont très minoritaires. C'est, d'après leurs souvenirs, au milieu des années 1980, c'est-à-dire pour elles au moment du collège,

que la dégradation de l'environnement de leur vie quotidienne s'aggrave et que leur immeuble tend à se paupériser ²¹.

C'est aussi la différence d'apparences, de manières d'être et de parler entre les deux groupes de sœurs qui frappe le plus le sociologue qui « entre » dans cette famille. À écouter les deux aînées converser, à constater le goût qu'elles ont pour l'emploi des mots justes et d'un vocabulaire adapté, à repérer les diverses formes d'hypercorrection linguistique qui sont celles de Samira, à les entendre deviser avec beaucoup de déférence et d'admiration de leurs « professeurs » (le mot est prononcé en entier, jamais abrégé, témoignant d'un grand respect) et de tout ce qui a trait à la culture, on mesure à la fois la force de ce qui a été leur désir d'acculturation – pour le dire plus trivialement, leur désir d'être comme les autres (comme les « Français ») – et la capacité du système scolaire de l'époque à répondre à cette demande en faisant prévaloir les normes de la culture scolaire ou lettrée. Les entretiens avec Samira sont, par exemple, pleins de cette volonté de sortir de sa condition, de rejoindre la norme des « bien éduqués », de cette envie – chez elle très forte à l'adolescence – de « sauter la barrière ²² », autant sociale que raciale. Au moment du lycée (en 1986), Samira souhaite échapper au lycée polyvalent du secteur et parvient à accéder au lycée bourgeois de la grande ville proche, en prenant l'option arabe en troisième langue. Elle fait connaissance avec un monde nouveau et étrange – la bourgeoisie de roche locale qui peut parfois se montrer « charmante » avec cette petite immigrée si bonne élève – et devient l'amie d'une camarade de ES (« blonde, qui fait déjà des défilés de mode »), entre dans des appartements luxueux. Elle est alors vivement impressionnée par la « beauté » (un mot qui revient souvent dans sa bouche) des lieux et des personnes, ce qu'elle recherchera aussi à Paris ²³. Elle côtoie à un moment un autre ami, « bourgeois catho » qu'elle surprend dans la rue en train de vouvoyer son père. Elle découvre aussi les codes vestimentaires de la bourgeoisie locale (le vert bouteille, les manteaux

²¹ Samira, lors de notre deuxième entretien, décrit en détail sa vie en HLM à l'époque : la famille B. habite au troisième étage. Au-dessus habite un « petit vieux », isolé, à qui elle rend visite de temps en temps pour le distraire et lui rendre service. Elle fait de même pour leur voisine de palier, une jeune femme seule, témoin de Jéhovah. Les autres voisins du dessous sont « un couple d'alcooliques ». Samira se souvient d'une scène traumatisante qu'elle a vécue petite : elle a refusé d'ouvrir à cette voisine, en sang, qui avait reçu un coup de couteau dans le ventre de la part de son compagnon.

²² Pour reprendre l'expression états-unienne « *pass the bar* », qui désigne cette volonté émanant de certains Noirs américains de franchir la « barrière raciale » les séparant du monde des Blancs.

²³ Elle habite au début un petit studio dans le 5^e arr., non loin du Jardin des Plantes et de la Mosquée de Paris. C'est son endroit préféré de Paris. C'est souvent dans les cafés de ce quartier qu'elle se rend (elle habite avec sa famille le haut 18^e) pour nos entretiens.

de style Loden, etc.). Elle coupe alors sa longue tresse et quelques années plus tard, elle se teint légèrement les cheveux.

Ensuite, le « caractère » des deux sœurs aînées, leur forte personnalité doivent aussi beaucoup au fait qu'elles ont été celles qui ont ouvert, seules, le chemin de la mobilité sociale ascendante, celles aussi qui ont dû conquérir pas à pas, lentement et douloureusement, des formes d'autonomie et des droits : d'abord le simple droit de continuer des études longues²⁴, puis le droit de différer leur mariage, le droit aussi de choisir leur conjoint et même le droit de divorcer (quand, comme dans le cas de Samira, son premier mariage s'est vite révélé un « désastre »). Les deux aînées sont aussi celles qui ont effectué un véritable travail de socialisation en retour à l'endroit de leurs parents, notamment de leur mère : une fois devenue mère de famille, Samira associe sa mère à divers projets, l'emmène en vacances (en Turquie, au Maroc) avec ses deux filles en bas âge. Les enfants lui ont acheté récemment un Smartphone qu'elle manie en experte, envoyant, tout au long de l'année, maints textos et photos à ses différents enfants.

La différence de socialisation est nette, on l'a déjà dit, entre les deux sœurs aînées et les trois sœurs cadettes. Ces dernières ont grandi, d'une part, dans un quartier qui s'est paupérisé²⁵, dans un environnement plus dur (omniprésence de la drogue dans le quartier par exemple), où les relations sociales se tendent et où la masculinité agressive des garçons en voie de relégation scolaire se fait plus présente. C'est ce qu'on a résumé par l'expression de « génération de cité » [12]. D'autre part, dans le cadre familial, elles ont été élevées par des parents vieillissants et économiquement plus vulnérables. Elles n'ont

jamais connu leur père au travail (il est désormais en invalidité professionnelle) et leur mère, pour faire la soudure, s'est mise à travailler à l'extérieur. En outre, elles ont été scolarisées dans les écoles et collèges du quartier plus homogènes socialement et ethniquement, avec des enseignants qui semblent avoir été moins impliqués que leurs prédécesseurs²⁶ dans leur travail d'instruction et d'émancipation des « petites immigrées ». En conséquence, elles disent toutes avoir assez souffert d'avoir porté tôt cette étiquette (« habiter la cité T »). Elles n'en sont pas non plus sorties indemnes, en particulier dans leur manière de parler. Samira, qui veille au grain à ce sujet, s'aperçoit peu à peu lors de ces retours fréquents chez elle que ses sœurs cadettes, devenues adolescentes au début des années 2000, ne parlent pas « bien », commencent à parler comme des filles « de cité », se mettent à introduire des mots « arabes » dans leur conversation²⁷. D'où tout un travail aussi de la part de la sœur aînée, qu'elle a dû mener à distance, pour les remettre dans le droit chemin, les sortir du quartier, les inviter à Paris, leur faire découvrir d'autres univers que leur cité. Mais, malgré cela, la différence reste présente : d'une part, deux parmi les trois cadettes n'ont pas cette même appétence pour la lecture ou la culture, sont entrées plus tôt dans la carrière matrimoniale (premier enfant à 29 ans pour la sixième et 27 ans pour la petite dernière) avec des compagnons « de cité ». Le cas de Nadia, la benjamine de la fratrie, est en l'occurrence particulièrement instructif, notamment pour comprendre les tensions engendrées par sa volonté de se sortir du quartier. Elle évite le lycée du secteur (où elle aurait retrouvé plein d'ami(e)s de la cité) et choisit un lycée du centre de la grande ville bourgeoise

²⁴ Samira a raconté, lors du premier entretien, tous les obstacles qu'elle a rencontrés pour pouvoir continuer ses études. Malgré ses très bons résultats scolaires et les encouragements de tous ses professeurs, elle a d'abord dû livrer bataille – surtout contre sa mère devenue dans l'immigration gardienne des traditions – pour aller au lycée (son professeur de 3^e est venu au domicile convaincre sa mère de la laisser fréquenter le lycée et d'aller « en ville ») puis pour éviter le mariage arrangé et avoir le droit de poursuivre ses études après le bac. D'où le choix contraint des études d'infirmière (qui rassuraient ses parents) alors qu'elle-même aurait rêvé de faire des études littéraires.

²⁵ Il semble aussi que leur HLM, autrefois habité par les classes populaires « respectables », ait changé dans les années 1980 de population et comprenne davantage de ménages vivant de l'aide sociale.

²⁶ L'entretien conduit, en juin 2013, avec l'institutrice qui avait eu les deux générations des sœurs B. dans ses classes a été à cet égard fort instructif. Née en 1948, grandie à la campagne dans une famille rurale « sans bien », elle entre à l'école normale à 18 ans, est fortement marquée par 1968 et le féminisme des années 1970. Elle devient « instit » dans ce quartier au début des années 1970, y fait toute sa carrière, s'installe avec son mari (longtemps professeur dans le collège du quartier) dans une résidence située aux abords de cette ZUS. Elle s'implique beaucoup dans son école, a bien connu ce moment des années 1975-1985 où les filles d'immigrés du quartier, ses élèves ou anciennes élèves, se sont rebellées contre leurs conditions d'existence (refus du mariage forcé, fugues, prises de drogue, etc.) non sans pouvoir compter sur son soutien et celui de ses collègues concernées par cette question. Elle s'étonne aujourd'hui non sans une certaine tristesse de voir tant de filles voilées dans le quartier. Lorsqu'on lui fait comparer sa génération d'enseignante à celle qui l'a suivie, elle n'ose pas aller trop loin dans la description de cette différence (« C'est pas la même chose », dit-elle pudiquement) mais à de multiples indices (mode de suivi des élèves, investissement au travail, inscription géographique dans le quartier, connaissance des familles...), on sent bien que le moule de l'école normale a été cassé et que le temps de ces instituteurs – aussi présents et dévoués au devenir de ces enfants de classes populaires – semble désormais révolu.

²⁷ Ce qui lui fait horreur, elle qui a pris arabe littéraire comme troisième langue au lycée bourgeois du centre-ville, qui a suivi nombre de conférences sur la culture arabo-musulmane à l'IMA à Paris et qui a eu, comme elle le dit, une « longue période soufie » à Paris.

proche. Mais durant ses quatre années lycéennes, elle continuera sa relation (entamée en fin de collège) avec un jeune de quartier « peu recommandable ». Au cours de cette période, elle ne cessera d'osciller entre ces deux groupes : son groupe d'appartenance (les ami(e)s de quartier) et son groupe d'aspiration, ses copines des beaux quartiers inscrites comme elle dans la filière littéraire du lycée. Elle se cherche, se dit athée, travaille peu scolairement, se met peu à peu à fumer tous les jours du shit (fourni gratuitement par son petit copain), redouble son année de terminale (2005). Ses parents, vieillissants, n'ont plus de prise sur elle, ses grandes sœurs sont trop loin et se sentent démunies. L'année qui suit son bac, elle rompt avec son ami de quartier, cesse de fumer, se rachète une conduite, refait de l'animation, réussit à entrer en IUT de carrières sociales, où elle fait la rencontre d'un fils d'immigrés marocains, très posé, très croyant aussi, avec lequel elle développe une relation amicale qui la rassérène beaucoup.

Conclusion

En fonction, d'une part, de leurs évolutions professionnelles et sociales et, d'autre part du contexte sociopolitique national, l'opposition entre garçons et filles construite par ce qu'on pourrait appeler le différentiel scolaire va s'atténuer au fil du temps. Verront aussi le jour, dans la fratrie, de sortes de recompositions d'alliances, assez improbables sur le papier. Lors d'un entretien avec Amel (la septième) en juillet 2012, celle-ci m'apprend à la fin de notre conversation que ses deux sœurs les plus proches – Dalila et Nadia – lui reprochent en blaguant d'être « javellisée », c'est-à-dire d'être passée du côté des « Français ». Cette relation à plaisanterie a du sens et circule dans la fratrie. Six mois plus tard, j'effectue un long entretien avec Rachid (est présente aussi Dalila, enceinte de son premier enfant, revenue du Midi où elle habite pour accoucher près de ses parents) dans la maison que ce dernier vient de louer dans un bourg, à 5 km de son ancien quartier. Lorsque Rachid nous ramène chez ses parents, nous discutons dans la voiture de la différence entre les frères et les sœurs : j'en profite pour revenir avec lui sur cette expression qualifiant en termes lapidaires Amel. « Oui, c'est vrai, enchaîne Rachid sur un mode rieur, qu'Amel, elle est un peu javellisée... Mais là, poursuit-il, elle revient... Elle revient... » (c'est-à-dire, elle revient vers le monde des Arabes, de la religion et vers la norme).

Au fond, qu'y a-t-il derrière cette expression ? Une accusation, prenant la forme atténuée d'une relation à plaisanterie, portée contre Amel (qui vit en célibataire à Paris) pour être passée seule « de l'autre côté », pour avoir voulu franchir la « barrière raciale » qui, aux yeux de ses accusateurs, s'est constituée dans la société française de cette dernière décennie. Cette accusation contre Amel pourrait très bien l'être aussi contre les deux sœurs aînées, mais ces dernières sont en quelque sorte protégées par leur statut matrimonial (mariée ou en concubinage avec des hommes d'origine algérienne), leur rôle permanent de « soutien de famille » (économiquement, socialement et moralement), leur statut d'icônes familiales, unanimement reconnu par leurs six cadets. Il faut bien voir que cette demande de conformité au monde d'origine ne survient pas à n'importe quel moment : au niveau national, la situation de l'emploi se dégrade, les tensions s'aggravent entre des « communautés » de plus en plus racialisées et, sur un plan plus personnel les espoirs de Rachid de se reconvertir en trouvant un métier stable d'éducateur sont en train de s'effondrer. Quant à Dalila, installée depuis un an dans le Midi, elle est confrontée, d'une part, à un racisme qu'elle ne soupçonnait pas (et qu'elle n'avait jamais à ce point subi dans sa région Poitou-Charentes d'origine) et, d'autre part, à la nécessité de se démarquer du groupe majoritaire des Marocains qui accumulent localement les griefs contre eux. Je comprends alors mieux, après coup, le sens de la présence des « trois sœurs » à cette soirée anniversaire de la mission locale de Montville : percer les mystères de l'intégration des immigrés, garder le contact avec le monde intellectuel, ne pas baisser les bras face à ce qu'elles perçoivent comme un repli communautaire dans leur monde d'origine... Ce ne sont donc pas des excuses que fournissent les sociologues, mais des « clés » pour comprendre les injustices et contrecarrer le destin.

Après ce long détour par les parcours scolaires et professionnels des membres de la fratrie B. (il eût fallu creuser aussi les histoires matrimoniales de chacun), on doit se demander ce que cette approche ethnographique permet d'apporter dans la compréhension des divers processus de mobilité sociale déjà mis en évidence par l'enquête statistique. En ce qui concerne la mobilité intergénérationnelle, elle souligne encore et toujours la force du diplôme, l'importance des conditions de socialisation, la

force des dispositions sexuées dans les familles algériennes, l'effet « bénéfique » sur la scolarité des filles de la restriction de leur liberté de circulation et au contraire, l'effet négatif des privilèges éducatifs accordés aux garçons. En même temps, elle fait aussi bien voir l'importance, dans les trajectoires ascendantes des sœurs aînées, des rencontres personnelles (les enseignants pour Samira, les animateurs pour Leïla) qui seront autant de petits – néanmoins décisifs – états dans leurs parcours. Elle illustre aussi le rôle essentiel de la redistribution dans la fratrie des petits capitaux accumulés en cours de route par les deux sœurs aînées au profit des cadets : capital informationnel (sur l'école et les ficelles qui mènent à l'emploi), capital économique (quand il a fallu les aider ponctuellement), capital culturel (accès aux livres et aux lieux de la culture), capital moral (quand les sœurs aideront le frère aîné aux prises avec la police et la justice), capital professionnel (quand Leïla contribue à placer Azzedine à la RATP), et bien d'autres exemples pourraient être mobilisés... Bref la grande famille algérienne, comme celle des B., avec deux aînées comme locomotives de la mobilité de la fratrie, sans cesse consolidée et unifiée par le travail de mobilisation et de collectivisation effectué quotidiennement (ou presque) par la sœur aînée, offre des ressources collectives qui peuvent à moyen terme limiter ou contre-carrer les effets *a priori* négatifs de sa taille et de sa pauvreté économique. Il reste à ajouter les effets

propres, saisis ici en creux, des diverses institutions sur les itinéraires sociaux et professionnels de cette fratrie. Si souligner le rôle central de l'école relève du truisme, mentionner l'effet différenciateur des générations successives d'enseignants sur les destins des enfants de milieu populaire l'est moins, et mériterait une analyse approfondie. De même, il faudrait prendre garde à ne pas réduire la différence des parcours garçons/filles aux seuls effets de la socialisation familiale et scolaire, et ne pas oublier non plus le rôle puissamment déstabilisant du racisme vécu – un racisme ordinaire ou institutionnel, en l'occurrence très sexué pour les enfants d'immigrés algériens (jusqu'aux affaires récentes du voile). Ce n'est pas tout à fait un hasard si les deux sœurs aînées déclarent avoir très peu ressenti le racisme ordinaire alors que, dans l'expérience sociale de leurs frères, le racisme vécu – notamment au contact de la police ou dans les stades de football – est au centre de leur existence sociale, jouant un rôle majeur dans la difficile identification à la France ou aux Français, à la différence des deux sœurs aînées.

En ce qui concerne la mobilité intragénérationnelle, la prise en compte d'une certaine dynamique temporelle permet – notamment pour la branche féminine de la fratrie – de mettre au jour les obstacles structurels à la mobilité ascendante découlant de la dégradation des conditions d'existence des familles populaires et de l'environnement des cités dans les années 1985-2000.

Bibliographie

- [1] **BEAUD S.**, « Stage ou formation ? Les enjeux d'un malentendu. Notes ethnographiques sur une Mission Locale de l'Emploi », *Travail et Emploi*, n° 62, avril-juin 1996.
- [2] **BEAUD S.**, « Un cas de sauvetage social : histoire d'une jeune précaire racontée par un conseiller de mission locale », *Travail et Emploi*, n° 80, sept. 1999.
- [3] **NOIRIEL G.**, *Le Creuset français : histoire de l'immigration, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Le Seuil, coll. « Points », 2006.
- [4] **SAYAD A.**, *L'Immigration ou Les Paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1991.
- [5] **SAYAD A.**, *La Double Absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Le Seuil, 1999.
- [6] **ELIAS N.**, « Notes sur le commérage », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 60, 1985, pp. 23-29.
- [7] **SAYAD A.**, « Les trois âges de l'immigration algérienne », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 15, 1977.
- [8] **GEHIN J.-P., PALHETA U.**, « Les devenirs socioprofessionnels des sortants sans diplôme. Un état des lieux dix ans après la sortie du système éducatif (1998-2008) », *Formation Emploi*, avril-juin 2012, n° 118, pp. 15-35.
- [9] **HARBI M., VIDAL D., BOUTEL K.**, *Le Mal-être arabe. Enfants de la colonisation*, Marseille, Agone éditeur, coll. « Contre-feux », 2005.
- [10] **HAJJAT A.**, *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, Paris, Amsterdam, 2013.
- [11] **MASCIET O.**, *La Gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2006.
- [12] **BEAUD S., MASCIET O.**, « Des "marcheurs" de 1983 aux "émeutiers" de 2005. Deux générations d'enfants d'immigrés », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, juillet-août 2006.
- [13] **BRINBAUM Y., KIEFFER A.**, « Les scolarités des enfants d'immigrés de la sixième au baccalauréat : différenciation et polarisation des parcours », *Population*, Ined, vol. 64, n° 3, 2009, pp. 561-610.
- [14] **BRINBAUM Y., GUÉGNARD C.**, « Parcours de formation et d'insertion des jeunes issus de l'immigration au prisme de l'orientation », *Formation Emploi*, La documentation française, n° 118, 2012, pp.61-82.